

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 30 avril au 06 mai 2026

Il y a un an jour pour jour, Friedrich Merz a été élu chancelier. Depuis, le gouvernement et la coalition noire-rouge (CDU/CSU et SPD) ont lancé de grands projets de réforme, notamment dans les domaines de la défense, des retraites et de la santé. En un an, la coalition a adopté 175 lois et mesures, allant de la réforme des hôpitaux à la simplification des procédures de délivrance des permis de construire. Néanmoins, de nombreux projets ambitieux, comme la réforme fiscale et celle du système social, restent à finaliser.

Le chancelier allemand, Friedrich Merz, n'a pas participé au huitième sommet de la Communauté politique européenne (CPE) à Erevan, en Arménie, laissant la représentation allemande à Emmanuel Macron. Près de 50 pays étaient présents, dont le Royaume-Uni, plusieurs États des Balkans, le Canada et le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Créée en 2022 à l'initiative d'Emmanuel Macron, la CPE vise à renforcer la coopération entre l'UE et les autres pays européens. Les discussions portent sur la sécurité, la démocratie, l'énergie et le développement économique. Le sommet est toutefois assombri par les tensions avec les États-Unis, Donald Trump ayant récemment annoncé une hausse des droits de douane sur les véhicules européens et le retrait de troupes [voir encadré *Le chiffre de la semaine*]. Le Royaume-Uni a annoncé sa participation au prêt de 90 milliards d'euros de l'UE pour soutenir l'Ukraine, notamment en équipements militaires, marquant ainsi une coopération accrue face aux pressions américaines pour que l'Europe assume davantage sa défense.

Le ministre fédéral allemand des Transports, Patrick Schnieder (CDU), a défendu la réduction temporaire des taxes sur les carburants, appelée « Tankrabatt », comme une mesure appropriée pour soutenir les automobilistes et les professionnels de la route. Depuis le 1er mai, les taxes sur le litre de carburant ont été abaissées d'environ 17 centimes, ce qui a entraîné des pertes fiscales de plusieurs milliards d'euros. Initialement prévue pour deux mois, cette mesure pourrait être prolongée, a déclaré Schnieder, qui a ajouté que le gouvernement suivrait l'évolution des prix pour garantir que le carburant reste abordable. Cependant, de nombreux experts critiquent cette mesure, estimant qu'elle encourage la consommation de carburant. Ils proposent notamment l'instauration d'un limiteur de vitesse général sur les autoroutes pour réduire la consommation. Schnieder rejette cette idée, affirmant que la responsabilité de la conduite incombe aux automobilistes : rouler à 180 ou 200 km/h vide le réservoir et le porte-monnaie beaucoup plus vite qu'à 120 ou 130 km/h. Il estime donc qu'un plafond de vitesse n'est pas nécessaire et que l'État n'a pas à jouer le rôle de « nounou » pour expliquer aux conducteurs ce qui est bon ou non. Cette position reflète sa volonté de concilier soutien économique et liberté individuelle, tout en surveillant l'impact de la mesure sur les finances publiques et le pouvoir d'achat.

L'entreprise biopharmaceutique allemande BioNTech, connue pour son vaccin contre le Covid-19, annonce une restructuration majeure liée à la baisse de la demande pour ses vaccins. En raison d'une sous-utilisation de ses capacités de production, de surcapacités et d'un besoin de réduire les coûts, le groupe prévoit de fermer

plusieurs sites, notamment à Idar-Oberstein, Marbourg, Tübingen ainsi qu'à Singapour. Ces mesures pourraient affecter jusqu'à 1 860 emplois. Les fermetures en Allemagne sont prévues d'ici fin 2027, tandis que le site de Singapour devrait cesser ses activités au premier trimestre 2027. À terme, BioNTech espère économiser environ 500 millions d'euros par an à partir de 2029, afin de réinvestir ces fonds dans la recherche et le développement de traitements, notamment contre le cancer. Sur le plan financier, BioNTech fait face à une nette baisse de ses revenus, principalement due à la diminution des ventes de vaccins anti-Covid. Malgré ce contexte difficile, l'entreprise continue de développer des traitements innovants à base d'ARN messenger contre le cancer et d'autres maladies. Elle prévoit également de soumettre plusieurs demandes d'autorisation pour ces thérapies d'ici 2030. En parallèle, un nouveau vaccin Covid adapté aux variants est en préparation pour la saison 2026/2027.

Lundi 4 mai, une attaque à la voiture-bélier a eu lieu dans le centre-ville de Leipzig, faisant au moins deux morts et plusieurs blessés graves. L'incident s'est déroulé dans une rue piétonne du centre-ville, bordée de commerces. Une enquête pour meurtres et tentatives de meurtres est en cours. Le suspect est un Allemand de 33 ans qui présenterait des troubles psychiatriques selon plusieurs médias. Les autorités n'ont pas confirmé ces informations, mais elles écartent à ce stade toute motivation politique ou religieuse. Les enquêteurs considèrent toutefois qu'il s'agit d'un acte intentionnel, qualifié en allemand d'« Amokfahrt », c'est-à-dire une attaque violente commise dans un état de folie. L'auteur présumé doit être interné dans un hôpital psychiatrique. C'est ce qu'a décidé mardi un tribunal d'instance.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Un an après le début de la législature, le groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag a procédé, comme prévu par le calendrier, à l'élection de sa nouvelle direction. **Jens Spahn** a été réélu à la tête du groupe avec 86,5 % des voix, conservant ainsi son poste jusqu'à la fin de la législature dans environ trois ans. Le premier secrétaire parlementaire, **Steffen Bilger**, a lui aussi été réélu avec 90,1 % des voix. Les vice-présidents du groupe ainsi que les secrétaires parlementaires ont également été élus. Par ailleurs, le groupe a élu les présidents de l'ensemble des groupes de travail. Ont été élus vice-présidents du groupe parlementaire, entre autres : **Norbert Röttgen** (Affaires étrangères, défense, Conseil de l'Europe, droits de l'homme) ; **Andreas Jung** (Environnement, protection du climat, la nature et sûreté nucléaire, coopération économique et développement) ; **Ronja Kemmer** (Recherche, technologie, spatial, numérique, modernisation de l'État) ; **Patricia Lips** (Politique européenne, coopération parlementaire en Europe, bureau de liaison de Bruxelles, groupe PPE). Ont été élus présidents des groupes de travail, entre autres : **Jürgen Hardt** (Affaires étrangères) ; **Thomas Erndl** (Défense) ; **Tilman Kuban** (Affaires de l'Union européenne).

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 000



Le président américain, Donald Trump, a annoncé le **retrait possible de 5 000 soldats américains stationnés en Allemagne**, ainsi que le renoncement au déploiement prévu de missiles de moyenne portée Tomahawk sur le territoire allemand. Cela fait suite à des critiques de Merz sur la stratégie américaine dans la guerre contre l'Iran. Trump a répliqué publiquement en accusant le chancelier de ne rien comprendre à la situation et en renouvelant ses menaces de retrait militaire. Malgré les efforts d'apaisement de Merz et du ministre de la Défense Boris Pistorius, Washington est passé à l'action. On ignore encore quelles unités seront concernées, mais deux hypothèses dominent : la fin des rotations temporaires d'une brigade blindée actuellement en Bavière ; ou le retrait du 2e régiment de cavalerie (« Second Dragoons »), basé durablement à Vilseck, en Bavière. Cette seconde option aurait des conséquences bien plus importantes : le régiment, fort d'environ 4 800 soldats installés avec leurs familles, représente un acteur économique majeur de la région. Un retrait pourrait coûter jusqu'à un milliard de dollars à l'économie bavaroise selon des estimations locales.